devant mes commettants? D'après un rapport du ministère de l'Environnement et du ministère des Transports, l'aspect service de cette activité représente, au détail, 75 millions de dollars par an dans la Colombie-Britannique seule et 38 millions de dollars à Vancouver. Le ministre prend une mesure qui aura des répercussions là-dessus. A mon sens, la taxe ne peut se justifier par le supplément de revenu fiscal qu'elle apporte au trésor, alors que, dans d'autres domaines, il y a gaspillage et qu'on peut exercer une plus grande rigueur.

La population active du Canada, en particulier les personnes à revenu moyen, supportent un fardeau fiscal déjà trop lourd. C'est Lénine qui nous a appris que l'on peut écraser la classe moyenne entre les deux meules de l'inflation et de la fiscalité. Je suis vraiment surpris qu'un ministre de cette qualité se fasse l'avocat de cette idéologie politique. Les travailleurs du Canada ne peuvent-ils pas avoir quelques satisfactions? Ne peuvent-ils se permettre quelques loisirs après une saison de dur travail? N'y a-t-il pas de place pour la distraction? Le ministre détruit un climat qu'il nous a fallu des années pour créer au cours de la reconstruction de l'après-guerre. Devant une mesure de cette espèce, ceux qui travaillent dur et qui jouent pleinement leur rôle dans la vie productrice de la nation augurent bien mal de l'avenir.

Il semble que l'État canadien veuille se faire providence. Il prend à ceux qui économisent pour donner à ceux qui dépensent. Dans certaines familles du Canada, le recours à l'aide sociale devient une tradition. Pourquoi ne pas dépenser notre argent au lieu d'adopter des mesures législatives qui minent les industries productives dont les contributions emplissent les coffres de l'État.

Le ministre m'a vraiment fait sursauter lorsqu'il a fait allusion à la conservation des ressources énergétiques non renouvelables. Nous sommes en réalité en présence de deux secteurs dont l'un est responsable de $\frac{1}{3}$ p. 100 de toute la consommation d'énergie au Canada, et l'autre, de moins de $\frac{1}{4}$ p. 100. Je veux parler des avions particuliers et des bateaux. Voilà la première mesure directe et supposément utile que le gouvernement a su trouver pour conserver l'énergie.

Si nous voulons vraiment conserver nos ressources énergétiques non renouvelables, nous devons relever le prix de l'énergie au même niveau qu'ailleurs en Amérique du Nord. Nous devons commencer par réduire le chauffage des édifices. Nous devons encourager les constructeurs à améliorer l'isolation thermique des toits et des murs, à poser des fenêtres Thermopane, et prendre conscience des quantités d'essence que nous consommons sur la grande route. Nous devons songer davantage aux véhicules qui parcourent de six à 12 milles au gallon qu'à ceux qui en font entre 15 et 40. En nous en prenant à ce secteur particulier qui intéresse 350,000 habitants de la Colombie-Britannique, nous nous en prenons à une minorité qui s'efforce de profiter de ce que le Canada a de mieux à offrir.

Aujourd'hui, nous perdons environ un tiers de l'énergie électrique qu'utilisent les usines à cause de moteurs défectueux. Si nous augmentions le coût de l'énergie dans notre pays, ces usines pourraient justifier les frais d'installation d'un matériel de consommation d'énergie plus efficace.

Groupe d'études économiques

Nous assurerions aussi une consommation d'énergie plus judicieuse dans nos édifices. En matière de conservation des sources d'énergie non renouvelables, nous donnerions l'exemple de façon remarquable.

M. le vice-président: A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député, mais comme il est 4 heures, je dois quitter le fauteuil, faire rapport de l'état de la question et demander à siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

AFFAIRES COURANTES

[Français]

FORMATION D'UN GROUPE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

DÉPÔT DE LA LISTE DES CONSEILLERS

L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communications): Monsieur le président, je demanderai le consentement unanime de la Chambre pour déposer un document, soit une liste de conseillers, au nom du très honorable premier ministre.

[Traduction]

L'Orateur suppléant (M. Penner): La Chambre a entendu le ministre demander que nous revenions à l'appel des motions. Est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je me demande si la Chambre accepterait que cette liste soit imprimée en appendice au *hansard* d'aujourd'hui.

L'Orateur suppléant (M. Penner): La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

[Note de l'éditeur: La liste en question figure à l'appendice.]

● (1600)

L'Orateur suppléant (M. Penner): Comme il est 4 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui, c'est-à-dire les avis de motion, les bills publics et les bills privés.

M. Lefebvre: Monsieur l'Orateur, je crois que la Chambre consent unanimement aujourd'hui à étudier le bill privé C-209, au nom du député de Saint-Denis (M. Prud'homme). Il y a eu de nouveaux entretiens de la façon habituelle et nous nous sommes mis d'accord, après une brève discussion, pour renvoyer le sujet de ce bill au comité.

L'Orateur suppléant (M. Penner): La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.